

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les chefs de délégation,
Mesdames et Messieurs,

En 2050, le continent africain comptera 2 milliards et demi d'habitants. Un être humain sur quatre sera Africain. Le berceau sera aussi devenu l'avenir de l'Humanité : un continent jeune, doté d'un dynamisme extraordinaire et d'une société civile débordante d'énergie.

Mais cet avenir reste terriblement contrarié par la présence de conflits violents, certains parmi les plus meurtriers au monde, certains parmi les plus longs.

Répondre à ces défis passe inévitablement par un partenariat renforcé entre toutes les forces de paix.

Mon pays – tout comme l'Union européenne – plaide depuis longtemps pour un partenariat renouvelé, plus global, plus dynamique et plus ambitieux avec le continent africain. Un tel partenariat est fondé sur le renforcement des valeurs que nous partageons. Dépassons les antagonismes du passé et voyons ce qui nous rassemble : le respect de l'état de droit, la démocratie, les droits humains. Ce sont ces mêmes valeurs qui inspirent les Nations Unies, l'Union européenne et l'Union africaine. Renforçons-les et travaillons encore plus étroitement avec l'Union africaine dans le domaine de la paix et de la sécurité, et ce dans le but de « Faire Taire les Armes » en Afrique.

Mais travaillons aussi davantage ensemble au développement, aux droits humains et à la bonne gouvernance : en effet, il s'agit là de puissants vecteurs de stabilité.

Le Président Moussa FAKI nous l'a rappelé aujourd'hui : l'Union africaine s'est engagée sur une trajectoire volontariste et ambitieuse en matière de paix et de sécurité. Je me réjouis des progrès enregistrés dans la revitalisation du Fonds pour la Paix mais aussi dans la mise en place d'un cadre continental de conformité aux droits de l'Homme et au droit international humanitaire.

Comme membre de ce Conseil, la Belgique s'engage à travailler étroitement avec nos partenaires afin de soutenir ces efforts. Les opérations de l'Union africaine, complémentaires des opérations de l'ONU, doivent pouvoir bénéficier d'un financement solide et prévisible.

Mais nous pouvons, nous devons faire plus. Ce Conseil et le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine doivent aller plus loin dans la coordination et la collaboration. L'analyse des risques et des conflits doit être mieux alignée. Cela peut commencer par des actions simples : mieux coordonner les agendas, effectuer davantage de visites conjointes, rendre plus opérationnelles nos réunions communes, prendre conjointement des décisions qui nous engagent.

Ce partenariat renouvelé ne sera pertinent que s'il prend en compte la diversité africaine, qui est autant géographique qu'institutionnelle. Le principe de subsidiarité, également bien connu en Europe, prévoit qu'une action publique doit être conduite en priorité au niveau le plus approprié. Certaines crises sont bien gérées à un niveau sous-régional. La CEDEAO, par exemple, nous l'a démontré avec sa gestion efficace et rapide de la crise gambienne en 2017 ou encore avec son engagement en Guinée-Bissau.

Cependant – et je voudrais souligner ce point – le principe de subsidiarité ne devrait en aucun cas servir de prétexte à l'inaction et ne saurait être une barrière à des avancées. La paix et la prospérité de tous les Africains doivent être notre boussole. A

nos yeux, l'Union africaine et les Nations Unies conservent un rôle de premier plan, conformément à leurs chartes fondatrices, et doivent se tenir prêtes à jouer leur rôle.

Monsieur le Président,

Je ne peux terminer sans rendre hommage aux femmes africaines. La manière dont l'Afrique mobilise les compétences, les perspectives et le leadership des femmes dans les années à venir sera essentielle. Les femmes leaders et entrepreneuses nous prouvent chaque jour qu'elles sont prêtes à transformer le continent. Les médiatrices et les organisations de femmes ont déjà démontré à maintes reprises que leur implication dans les processus de paix et de transition est essentielle pour parvenir à une paix durable. Enfin, les femmes africaines, comme toutes les femmes du monde, exigent le respect de leurs droits. La Belgique se tient aux côtés de ces femmes, que nous soutenons de nombreuses façons.

Je vous remercie.